



Le dimanche 8 mars 2015

Grand rassemblement pour la Journée internationale de la femme à Berlin



Le 7 mars 2015 - Un grand rassemblement à l'occasion de la Journée internationale de la femme s'est tenu à Berlin. Les participantes et les participants ont souligné que la promotion de l'idéal de l'égalité dans le monde d'aujourd'hui est confrontée à l'obstacle du fondamentalisme islamiste, qui met en danger l'ensemble du Moyen-Orient et le monde en pratiquant le génocide, le terrorisme, la discrimination et surtout la misogynie.

Ce rassemblement s'est déroulé en présence de Maryam Rajavi, présidente élue de la Résistance iranienne, et avec la participation d'un grand nombre de personnalités politiques, sociales et artistiques de premier plan et des militants des droits humains et de l'égalité ainsi qu'une délégation de femmes juristes, des délégations de l'opposition syrienne, de femmes d'Asie, de législateurs et de maires et d'autres dignitaires allemands, des délégations de femmes parlementaires des pays arabes, de représentants des dizaines d'associations et organisations de femmes iraniennes à travers l'Europe et les États-Unis, et en présence de milliers de femmes de divers nationalités toutes croyances confondues. Lors de cet événement, Maryam Rajavi a déclaré que le facteur le plus décisif dans le renforcement du fondamentalisme islamiste est bel et bien la prise du pouvoir en Iran des mollahs réactionnaires, offrant en premier un modèle de gouvernance pour l'ensemble des groupes fondamentalistes.

Pour sauver le monde du cauchemar de l'intégrisme et pour l'émancipation des peuples du Moyen-Orient de ce phénomène inquiétant, Mme Rajavi a appelé toutes les femmes éprises de liberté à travers le monde à former et développer « un front puissant contre l'intégrisme islamiste, le terrorisme et la barbarie sous couvert de l'Islam ». Elle a ajouté : « pour freiner le phénomène inquiétant de cet extrémisme, il faut inévitablement faire face à la dictature religieuse au pouvoir en Iran. Ce régime est au cœur du problème et son soutien aux dictatures d'Assad et de Maliki, en Syrie et en Irak, a conduit à la montée des milices extrémistes et de Daech. En tant que tel, le silence face à l'ingérence du régime iranien dans les pays de cette région, et pire encore la collaboration avec ce régime sous prétexte de lutte contre Daech, consistent une erreur stratégique terrible.

Elle a ajouté: « Le plus grand mouvement de femmes d'avant-garde dans le camp Liberty en Irak suscite l'espoir et inspire les femmes iraniennes et constitue un capital précieux pour les mouvements



DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



en faveur de l'égalité dans le monde entier ». Elle a appelé la communauté internationale, le gouvernement des États-Unis, l'Union européenne et les Nations Unies à assurer leur protection et leur sécurité dans le camp Liberty. »

Députée irakienne appelle à la protection des résidents du camp *Liberty*

Le 3 mars 2015- Meisoun Al-Demloudji, présidente de la commission de la culture et du média au parlement irakien a critiqué la situation humaine au camp Liberty en appelant le gouvernement irakien à protéger les résidents du Liberty en tant qu' « hôtes de l'Irak ».



Dans une déclaration à la presse elle affirme avoir demandé, à l'époque du Premier-Ministre Iyad Alavi, que les habitants du camp soient considérés comme des réfugiés pendant qu'ils restent en Irak. Elle a ajouté que les résidents du camp Liberty n'étaient pas armés donc le gouvernement irakien devait les protéger, en précisant que ces résidents avaient été traités de manière inhumaine et ont été attaqués par des tirs de roquettes et de mortiers.

Parlementaires jordaniens appellent à la levée du blocus au camp *Liberty*

Le 27 février 2015- Les parlementaires de la Jordanie se sont joint aux autres parlementaires pour appeler à lever le blocus contre le camp Liberty.

Dans un communiqué signé par 51 membres du parlement de la Jordanie, les députés appelle l'ONU à annoncer le camp Liberty comme camp de réfugiés protégé par l'ONU. Les législateurs demandent que les auteurs des attaques contre le camp Liberty soient traduits devant la justice.



Le communiqué se lit : « Le camp Liberty a été, au cours des deux dernières années, le cible de 4 attaques à la roquette qui ont laissé des dizaines de morts et de blessés. Ces mêmes personnes ont été attaquées, lorsqu'elles habitaient le camp d'Achraf, de manière mortelle par les forces irakiennes et plus de 1800 personnes ont été tuées et blessés, bien que tous les résidents soient enregistrés par le Haut Commissariat pour les Réfugiés de l'ONU en tant que demandeurs d'asile et considérées en tant que tels personnes protégées selon la loi internationale et la 4^{ème} Convention de Genève. »

Selon le Dr Mohammed Ahmad Al-Hadj, député jordanien signataire du communiqué, l'ONU n'a pas été à la hauteur souhaitée concernant ses devoirs vis-à-vis le camp Liberty. Il souhaite que le camp soit protégé par les Casques bleus de l'ONU, et rejette des affirmations officielles irakiennes allégeant qu'une telle protection allait à l'encontre de la souveraineté nationale irakienne, étant donné que les réfugiés pourront être protégés où qu'ils soient par les forces de l'ONU.

L'UEMS saisie l'UE et le PM irakien sur le blocus médical du camp *Liberty*

Le 25 février 2015 - A travers une lettre signée par son président, le docteur Romuald Krajewski et son secrétaire-général le docteur Edwin Borman, l'Union Européenne des Médecins Spécialistes (UEMS) appelle à la levée du blocus imposé au camp Liberty en Irak.





DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



Adressé au Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini et au Premier-Ministre irakien Haydar Al-Abadi, la lettre de l'UEMS qui représente 37 fédérations et 1.6 millions médecins spécialistes à travers le monde exprime la profonde préoccupation de l'Union à propos de la situation dégradante de la santé au camp Liberty.



« Le blocus médical contre le camp empêche les habitants d'avoir des activités ordinaires et les prive des soins médicaux nécessaires pour leur santé, » précise la lettre.

Les signataires appellent à garantir l'accès libre des résidents du camp aux soins médicaux.